



**PRÉFET DE LA
RÉGION NOUVELLE-
AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R75-2024-149

PUBLIÉ LE 20 AOÛT 2024

Sommaire

ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA CHARENTE 16 / Délégation de Charente

R75-2024-08-06-00007 - Arrêté portant autorisation d'extension de 4 places du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) "Rêve d'enfants", sis à LA COURONNE (16400), géré par l'Association Départementale des Infirmes Moteurs Cérébraux de la Charente (ADIMC16), sise à VARS (16330) (3 pages) Page 4

R75-2024-08-06-00006 - Arrêté portant modification de l'autorisation de l'EHPAD "Les Orchidées", géré par le CIAS de la Communauté de Commune Lavalette-Tude Dronne, sis à Montmoreau (16190) (3 pages) Page 8

AGENCE REGIONALE DE SANTE 17 / POLE ANIMATION TERRITORIALE ET PARCOURS

R75-2024-08-06-00005 - Arrêté du 06/08/2024 portant autorisation de création de 10 places d'accueil de jour rattachées à l'EHPAD "La Mirambelle" sis à MIRAMBEAU, géré par (ALP) Association Laïque Prado, sise à TALENCE (33) (3 pages) Page 12

ARS NOUVELLE-AQUITAINE / Direction de la santé publique

R75-2024-07-01-00007 - Arrêté du 01 juillet 2024 portant autorisation de création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 12 places au sein de l'établissement d'ébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD Résidence Puy Martin, sis à 1 chemin du Mas - Le Palais-sur-Vienne (87410), géré par l'EHPAD Résidence Puy Martin à Le Palais-sur-Vienne (87410) (3 pages) Page 16

ARS NOUVELLE-AQUITAINE / DOSA

R75-2024-08-07-00003 - Arrêté n° 2024-311 du 7 août 2024 relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes : **???**soins médicaux et de réadaptation, **???**soins de longues durée, **???**greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques, **???**traitement des grands brûlés, **???**activités biologiques de diagnostic prénatal, **???**examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales, **???**caisson hyperbare, **???**cyclotron à utilisation médicale**??** (25 pages) Page 20

R75-2024-08-06-00004 - Déc 2024 321 portant autorisation de remplacement d'une IRM, sur le site de la clinique Saint-Augustin, délivrée à la SAS IRM Saint-Augustin, (4 pages) Page 46

R75-2024-08-07-00001 - Dec2024-304 portant confirmation, suite à cession, de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer selon la modalité : radiothérapie externe, détenue par la SCM Béarn-Bigorre, sur le site du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées (GROP), au profit de la SAS GROP (3 pages)

Page 51

DIRM SA / SAEEM / RRDAE

R75-2024-08-05-00004 - AP algues rouge sign(6) (2 pages)

Page 55

MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne de Bordeaux /

R75-2024-08-07-00002 - Arrêté modificatif portant modification de la composition du conseil de la CPAM de la Gironde (1 page)

Page 58

ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA
CHARENTE 16

R75-2024-08-06-00007

Arrêté portant autorisation d'extension de 4 places du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) "Rêve d'enfants", sis à LA COURONNE (16400), géré par l'Association Départementale des Infirmes Moteurs Cérébraux de la Charente (ADIMC16), sise à VARS (16330)

ARRETE du 06 AOUT 2024

portant autorisation d'extension de 4 places du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) « Rêve d'enfants », sis à LA COURONNE (16400), géré par l'Association Départementale des Infirmes Moteurs Cérébraux de la Charente (ADMIC16), sise à VARS (16330).

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
Nouvelle-Aquitaine**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 et L.313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'instruction N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant adoption du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028 ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine;

VU la décision du 28 juin 2024 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

VU l'arrêté du 6 octobre 2020 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine actant le renouvellement d'autorisation pour une durée de 15 ans à compter du 30 septembre 2019 du Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) « Rêve d'enfants » sis à LA COURONNE géré par l'ADMIC16 sise à Vars (16330) et portant autorisation d'extension de 3 places soit une capacité totale autorisée de 23 places ;

VU la demande présentée par M. Mannalin, Directeur général, représentant légale de l'association ADIMC16 sise à VARS (16330) en vue d'étendre de places la capacité du SESSAD Rêve d'Enfants ;

VU le dossier justificatif déclaré complet le 21 juin 2024 ;

VU l'identification des besoins en places de SESSAD sur le territoire de la Charente ;

CONSIDERANT la programmation territoriale relative à la mise en œuvre du plan de création de 50 000 nouvelles solutions et de transformation de l'offre médico-sociale à destination des personnes en situation de handicap 2024-2030, issue de la Conférence nationale du handicap 2023 ;

CONSIDERANT que l'extension des 4 places de SESSAD s'inscrit dans la mise en œuvre de la consolidation du service public de l'école inclusive et doit permettre d'approfondir la coopération entre les établissements scolaires et le secteur médico-social ;

CONSIDERANT que l'extension des 4 places de SESSAD permettra notamment d'apporter des solutions d'aval au CAMSP afin d'éviter les ruptures de parcours ;

CONSIDERANT que la population identifiée en liste d'attente a évolué et que le SESSAD doit apporter une réponse plus ciblée aux enfants et adolescents présentant un handicap moteur ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine ;

CONSIDERANT qu'il répond aux besoins prioritaires, identifiés avec le service départemental de l'Ecole Inclusive et la MDPH de la Charente, dans le cadre du Plan massif de création de 50 000 nouvelles solutions à horizon 2030, pour apporter une réponse aux enfants en situation de handicap sans solution adaptées à leurs besoins ;

CONSIDERANT que le porteur du projet s'engage à fonctionner conformément aux principes directeurs de la démarche nationale « Une réponse accompagnée pour tous » et sa déclinaison départementale ;

CONSIDERANT que le projet s'engage à respecter les recommandations de bonnes pratiques professionnelles publiées par la HAS ;

CONSIDERANT qu'il présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant de dotations notifiées par la CNSA à l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

ARRETE

ARTICLE 1 : L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles est accordée au SESSAD « Rêve d'enfants » sis à LA COURONNE, géré par l'ADMIC16 sise à VARS en vue de l'extension de 4 places pour des jeunes présentant un handicap moteur à compter du 01 septembre 2024.

La capacité totale du SESSAD est ainsi portée à 27 places.

ARTICLE 2 : Cette structure est enregistrée comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) :

Entité juridique : ADIMC16

N° FINESS : 16 000 678 9

N° SIREN : 478 720 709

Code statut juridique : 60- Association Loi 1901 non RUP

Adresse : LD La Petite Ouche – 16330 VARS

Entité établissement : SESSAD Rêve d'enfants

N° FINESS : 16 000 697 9

Code catégorie : 182- S.E.S.S.A.D. Capacité : 27

Adresse : 87 Rue du Stade – 16400 LA COURONNE

| Discipline | | Activité / Fonctionnement | | Clientèle | | Capacité |
|------------|--|---------------------------|--------------------------------|-----------|----------------------|----------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 841 | Accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation | 16 | Prestation en milieu ordinaire | 414 | Déficiences Motrices | 27 |

ARTICLE 3 : Conformément aux termes du dernier alinéa du I de l'article D.312-0-3 du code de l'action sociale et des familles, aucune spécialisation n'exclut la prise en charge de personnes présentant des troubles associés à ceux qui font l'objet de la présente autorisation.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 30 septembre 2019. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 5 : Le titulaire de l'autorisation transmet avant la date d'entrée en service de la nouvelle capacité autorisée aux autorités compétentes une déclaration sur l'honneur attestant de la conformité de l'établissement ou du service aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 7 : L'autorisation sera réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 3 mois suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS,
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

À Bordeaux, le

06 AOUT 2024

Pour le Directeur général de l'ARS,
par délégation

La Directrice adjointe
de la protection de la santé et de l'autonomie


Dr Dominique BOURGOIS

ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DE LA
CHARENTE 16

R75-2024-08-06-00006

Arrêté portant modification de l'autorisation de
l'EHPAD "Les Orchidées", géré par le CIAS de la
Communauté de Commune Lavalette-Tude
Dronne, sis à Montmoreau (16190)

06 AOUT 2024

ARRETE du

Portant modification de l'autorisation de l'EHPAD « Les Orchidées », géré par le CIAS de la Communauté de Commune Lavalette-Tude Dronne, sis à Montmoreau (16190),

Le Directeur général de l'Agence
régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

Le Président du Conseil
départemental de la Charente

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine 2018-2028 ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2023 ;

VU le schéma départemental de l'autonomie et de la citoyenneté du Département de la Charente 2020-2024 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale en vigueur ;

VU la décision du 26 mars 2024 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

VU la délibération n° CD-2021-07-01 du 1er juillet 2021, à l'issue du vote, M. Philippe BOUTY est élu Président du Conseil départemental de la Charente ;

VU l'arrêté n°2021/E-8 du 16 juillet 2021 du Président du Conseil départemental de la Charente portant délégation permanente de signature à Mme Marie PRAGOUT, 8ème Vice-présidente en charge des affaires relevant du domaine du handicap et des personnes âgées ;

VU l'arrêté du 7 mai 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Conseil départemental de la Charente actant le renouvellement tacite d'autorisation pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017 de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes EHPAD Les Orchidées, sis à Montmoreau (16190), géré par le CIAS de la Communauté de Commune Lavalette-Tude Dronne, sis à Montmoreau (16190), pour une capacité de 85 lits ;

VU la décision du Président du Conseil départemental de la Charente du 12 mars 2024 modifiant le nombre de lits habilités à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine et du schéma départemental de l'autonomie et de la citoyenneté du Département de la Charente 2020-2024 ;

CONSIDERANT qu'il répond aux besoins repérés par le schéma régional de santé et le schéma départemental de l'autonomie et de la citoyenneté du Département de la Charente 2020-2024 ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que ce projet se réalise à coûts constants au sein de l'enveloppe de crédits «assurance maladie» ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1er : L'EHPAD Les Orchidées à Montmoreau est autorisé à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour 24 lits d'hébergement permanent à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Cet établissement est répertorié dans le fichier des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : CIAS de la Communauté de Commune Lavalette-Tude Dronne

N° FINESS : 16 001 638 2

N° SIREN : 200 077 261

Code statut juridique : 08 – Centre Intercommunal d'action sociale

ADRESSE : 35 avenue d'Aquitaine – 16190 Montmoreau

Entité établissement : EHPAD Les Orchidées

N° FINESS : 16 000 422 2

N° SIRET : 200 077 261 0002 8

Code catégorie : 500 EHPAD

Capacité : 85

Adresse : Lieu-dit Les Cotes – 16190 Montmoreau

| Discipline | | Activité / Fonctionnement | | Clientèle | | Capacité |
|------------|---|---------------------------|------------------------------|-----------|-----------------------------|----------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 11 | Hébergement complet internat | 711 | Personnes âgées dépendantes | 83 |
| 657 | Accueil temporaire pour personnes âgées | 11 | Hébergement complet internat | 711 | Personnes âgées dépendantes | 2 |

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 03 janvier 2017.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs, de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et sur le site du Département de la Charente.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du président du Conseil départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le

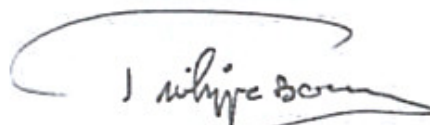
06 AOUT 2024

La Directrice de la protection de la santé et de

l'autonomie,


Julie DUTAUZIA

Le Président du Conseil départemental
de la Charente



Philippe BOUTY

AGENCE REGIONALE DE SANTE 17

R75-2024-08-06-00005

Arrêté du 06/08/2024 portant autorisation de création de 10 places d'accueil de jour rattachées à l'EHPAD "La Mirambelle" sis à MIRAMBEAU, géré par (ALP) Association Laïque Prado, sise à TALENCE (33)

ARRETE du **06 AOUT 2024**

portant autorisation de création de 10 places d'accueil de jour rattachées à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « La Mirambelle », sis à MIRAMBEAU, géré par ALP Association Laïque Prado sise à TALENCE (33)

**Le Directeur général de
l'Agence régionale de santé
Nouvelle-Aquitaine**

**La Présidente du Département de
La Charente-Maritime**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU l'instruction N° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2024/62 du 22 mai 2024 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

VU la décision portant organisation de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine du 21 janvier 2022 publiée au recueil des actes administratifs le 21 janvier 2022 (n°R75-2022-012) ;

VU la délibération n° 101 du 1^{er} juillet 2021 du Département de la Charente-Maritime portant élection de Madame MARCILLY Sylvie en qualité de présidente du Département de la Charente-Maritime ;

VU le schéma départemental de l'autonomie 2023-2027, adopté par l'Assemblée Départementale par délibération n° 211 du 23 juin 2023 ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Charente-Maritime ;

VU la décision du 28 juin 2024 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature, publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région le 4 juillet 2024 (n° R75-2024-123) ;

VU l'arrêté conjoint n°2017-17-7C du 22 février 2017 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et du Président du Département de la Charente-Maritime portant renouvellement d'autorisation de l'Etablissement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Mirambelle à MIRAMBEAU pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017, fixant la capacité totale à 44 lits ;

VU l'avis d'appel à candidatures publié le 15 novembre 2023 relatif à la création de 33 places d'accueil de jour à destination de personnes âgées dépendantes en Charente-Maritime ;

VU le dossier de candidature transmis le 15 janvier 2024 par l'EHPAD La Mirambelle à MIRAMBEAU en vue de la création d'un d'accueil de jour de 10 places, à destination de personnes âgées dépendantes en Charente-Maritime sur le territoire de la Haute Saintonge ;

VU la décision de l'Agence régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et du Département de la Charente-Maritime en date du 4 avril 2024 émettant un avis favorable avec réserves au projet présenté par l'EHPAD La Mirambelle ;

VU la réponse du 2 mai 2024 de l'EHPAD La Mirambelle aux réserves susmentionnées ;

VU le courrier conjoint de l'Agence régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et du Département de la Charente-Maritime en date du 19 juin 2024 levant lesdites réserves ;

CONSIDERANT que le porteur s'engage à mettre en œuvre l'accueil de jour dans le respect du cahier des charges national ;

CONSIDERANT que ce projet est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine et du schéma départemental de l'autonomie 2023-2027 ;

CONSIDERANT qu'il répond aux besoins repérés par le schéma régional de santé et le schéma départemental de l'autonomie 2023-2027 ;

CONSIDERANT qu'il présente un coût de financement en année pleine qui est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314-4 du Code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT qu'il satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le code de l'action sociale et des familles ;

SUR proposition conjointe du directeur de la délégation départementale de la Charente-Maritime de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et de la Directrice de l'Autonomie du Département de la Charente-Maritime ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} : La création d'un accueil de jour de 10 places rattaché à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « La Mirambelle », sis 3 place du Champ de Foire à MIRAMBEAU, géré par ALP Association Laïque Prado sise 143 cours Gambetta à TALENCE (33), est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté.

La création autorisée est de 10 places d'accueil de jour pour les personnes âgées de plus de 60 ans atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée au stade léger à modéré de la maladie et les personnes en perte d'autonomie physique.

ARTICLE 2 – L'EHPAD La Mirambelle est habilité à recevoir 15 bénéficiaires de l'aide sociale départementale aux personnes âgées.

ARTICLE 3 : Cette création ne modifie pas la durée d'autorisation de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) « La Mirambelle », fixée à 15 ans, à compter du 3 janvier 2017.

Le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues à l'article L. 313-5 du même code.

ARTICLE 4 : L'autorisation sera réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de 18 mois suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 5 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement devra être porté à la connaissance du directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine et de la présidente du Département de la Charente-Maritime, dans le respect de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles.
L'autorisation ne peut être cédée qu'avec l'accord des autorités compétentes pour la délivrer.

ARTICLE 7 : L'établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : ALP Association Laïque du Prado
N° FINESS : 33 078 169 1
N° SIREN : 775 586 662
Code statut juridique : 60 – Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique
Adresse : 143 cours Gambetta
33402 TALENCE CEDEX

Entité établissement principal : EHPAD La Mirambelle
N° FINESS : 17 080 429 8
N° SIRET : 775 586 662 0031 1
Code catégorie : 500 – EHPAD
Adresse : 3 place du Champ de Foire
17150 MIRAMBEAU
Capacité totale : 54 lits et places

| Discipline | | Activité / Fonctionnement | | Clientèle | | Capacité |
|------------|------------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------|---|-----------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 11 | Hébergement complet internat | 711 | Personnes âgées dépendantes | 44 |
| 924 | Accueil pour personnes âgées | 21 | Accueil de Jour | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 10 |
| | | | | | Capacité | 54 |

Code mode de fixation des tarifs : 45 – ARS/CD, tarif partiel, habilité à l'aide sociale, sans PUI

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et sur le site Internet du Département de la Charente-Maritime.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et de la Présidente du Département,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le

10 06 AOUT 2024

Directrice de la protection de la santé et de l'autonomie,


Julie DUTAUZIA

La Présidente du Département de la Charente-Maritime


Pour la Présidente du Département
et Préfète de la Région
Le Président
Jean-Claude GODINEAU

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2024-07-01-00007

Arrêté du 01 juillet 2024 portant autorisation de création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 12 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD Résidence Puy Martin, sis à 1 chemin du Mas - Le Palais-sur-Vienne (87410), géré par l'EHPAD Résidence Puy Martin à Le Palais-sur-Vienne (87410)

Arrêté du **01 JUIL 2024**

portant autorisation de création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 12 places au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Résidence Puy Martin, sis à 1 chemin du Mas - Le Palais-sur-Vienne [87410], géré par l'EHPAD Résidence Puy Martin à Le Palais-sur-Vienne [87410]

**Le Directeur général de l'Agence
Régionale de santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil
départemental de Haute-Vienne**

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU l'article Art. D. 312-155-0-1.-I du décret n°2016-1164 du 26 août 2016 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

VU l'instruction N°DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023 ;

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de M. Benoît ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

VU le Schéma départemental de l'autonomie 2022-2026 ;

VU l'arrêté du 17 juillet 2018 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé (PRS) Nouvelle-Aquitaine 2018-2028 ;

VU le schéma régional de santé du projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine ;

VU la décision du 31 mai 2024 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

VU l'arrêté PA-PH n°2010-150 du Conseil général en date du 30 novembre 2010 portant autorisation d'extension de capacité de l'EHPAD Résidence Puy Martin de 47 places d'hébergement permanent dont 28 places Alzheimer, 6 places d'hébergement temporaire et de 3 places d'accueil de nuit Alzheimer ;

VU l'arrêté du 8 juillet 2013 portant autorisation d'extension de l'EHPAD Résidence Puy Martin de 47 lits d'hébergement permanent dont 28 Alzheimer, intégrant un PASA de 12 places, de 6 lits d'hébergement temporaire et de 3 places d'accueil de nuit ;

VU l'arrêté du 21 septembre 2017 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du Conseil départemental de Haute-Vienne portant autorisation de transfert de 4 places d'hébergement temporaire en provenance de l'EHPAD La Valoine de Feytiat, et actant le renouvellement d'autorisation pour une durée de 15 ans à compter du 3 janvier 2017 de EHPAD Résidence Puy Martin situé au Palais-sur-Vienne pour une capacité totale de 140 lits et places ;

VU l'arrêté du 27 juillet 2023 portant sur l'autorisation de transfert géographique de l'EHPAD Résidence Puy Martin, sur un nouveau site géographique sis 1 chemin du Mas, 87 410 Le Palais-sur-Vienne ;

VU la demande transmise le 9 avril 2024 avec le dossier complet d'instruction par le directeur de l'EHPAD Résidence Puy Martin en vue de la création d'un pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) de 12 places ;

VU le courrier du 6 mai 2024 de la directrice de la Délégation Départementale de Haute-Vienne de l'ARS Nouvelle-Aquitaine émettant un avis favorable au projet de pôle d'activités et de soins adaptés (PASA) ;

CONSIDERANT que le projet présenté s'ouvre aux résidents ayant des troubles du comportement modéré consécutifs à une maladie neurodégénérative associée à un syndrome démentiel ;

CONSIDERANT que le porteur s'engage à mettre en œuvre le pôle d'activités et de soins adaptés dans le respect des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ANESM ;

CONSIDERANT qu'il est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine, et ceux du schéma départemental de l'autonomie en répondant aux besoins repérés par ces schémas ;

CONSIDERANT qu'il est conforme aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement fixées par la réglementation ;

CONSIDERANT qu'il présente un coût de financement en année pleine qui est compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L. 314-4 du Code de l'action sociale et des familles ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1^{er} : La création d'un PASA de 12 places au sein de l'EHPAD Résidence Puy Martin, sis à 1 chemin du Mas - Le Palais-sur-Vienne [87410], géré par l'EHPAD Résidence Puy Martin à Le Palais-sur-Vienne [87410] est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté.

La capacité totale autorisée de 140 places reste inchangée.

ARTICLE 2 : L'habilitation à l'aide sociale est accordée sur la totalité des places autorisées.

ARTICLE 3: Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 03 janvier 2017. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité mentionnée à l'article L. 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 5 : Cet établissement est répertorié dans le Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : EHPAD Résidence Puy Martin – Le Palais-sur-Vienne
N° FINESS : 870015401
N° SIREN : 268720612
Code statut juridique : 21 - Etablissement Social et Médico-Social Communal

Entité établissement : EHPAD Résidence Puy Martin

1 chemin du Mas 87 410 Le Palais-sur-Vienne

N° FINESS : 870007663

N° SIRET : 268 720 612 00012

Code catégorie : 500 - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Capacité : 140 lits et places

| Discipline | | Activité / Fonctionnement | | Clientèle | | Capacité |
|------------|---|---------------------------|------------------------------|-----------|---|----------|
| Code | Libellé | Code | Libellé | Code | Libellé | |
| 924 | Accueil pour Personnes Âgées | 11 | Hébergement complet internat | 711 | Personnes âgées dépendantes | 103 |
| 657 | Accueil temporaire pour Personnes Âgées | 11 | Hébergement complet internat | 711 | Personnes âgées dépendantes | 10 |
| 924 | Accueil pour Personnes Âgées | 11 | Hébergement complet internat | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 24 |
| 657 | Accueil temporaire pour Personnes Âgées | 22 | Accueil de nuit | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | 3 |
| 961 | P.A.S.A. | 21 | Accueil de jour | 436 | Personnes Alzheimer ou maladies apparentées | - |

ARTICLE 6 : l'autorisation sera réputée caduque en l'absence d'ouverture au public dans un délai de quatre ans suivant la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L. 313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et au recueil des actes administratifs du département de Haute-Vienne.

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du président du Conseil départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Fait à Bordeaux, le 01 JUIL 2024

La Directrice de la protection de la santé et de
l'autonomie,


Julie DUTAUZIA

Le Président du Conseil départemental



Jean-Claude LEBLOIS

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2024-08-07-00003

Arrêté n° 2024-311 du 7 août 2024 relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes :

- soins médicaux et de réadaptation,
- soins de longue durée,
- greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques,
- traitement des grands brûlés,
- activités biologiques de diagnostic prénatal,
- examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales,
- caisson hyperbare,
- cyclotron à utilisation médicale

ARRETE n° 2024-311

relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes : soins médicaux et de réadaptation, soins de longue durée, greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques, traitement des grands brûlés, activités biologiques de diagnostic prénatal, examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales, caisson hyperbare, cyclotron à utilisation médicale

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6122-1 à L. 6122-21, et R. 6122-23 à D. 6122-44-1 relatifs aux autorisations, et son article D. 1432-38 relatif aux missions de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU le code de la sécurité sociale,

VU l'ordonnance n° 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds, et notamment son article 3 IV relatif à la durée de validité des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels, et notamment son article 9,

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Benoît Elleboode en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,

VU le décret n° 2024-268 du 25 mars 2024 relatif à la simplification de la mise en œuvre de la réforme des autorisations d'activités de soins,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 25 octobre 2023, portant délimitation des zones du schéma régional de santé de Nouvelle-Aquitaine donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 30 octobre 2023, portant révision du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU le Schéma régional de santé (SRS) 2023-2028, faisant partie du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU l'arrêté n° 2024-012 du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 12 février 2024, portant fixation pour l'année 2024 des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation d'activité de soins et d'équipement matériel lourd,

Vu la décision du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 28 juin 2024, portant délégation permanente de signature, publiée le 4 juillet 2024 au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine (n°R75-2024-123),

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Les bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes :

- soins médicaux et de réadaptation,
- soins de longues durée,
- greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques,
- traitement des grands brûlés,
- activités biologiques de diagnostic prénatal,
- examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales,
- caisson hyperbare,
- cyclotron à utilisation médicale,

sont établis conformément aux tableaux joints en annexe, pour la période de dépôt des demandes d'autorisation ouverte du 1^{er} septembre au 31 octobre 2024.

ARTICLE 2 : Dans les deux mois de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS,
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent.

(Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 3 - Ces bilans feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine, et d'une insertion sur le site de l'ARS Nouvelle-Aquitaine : www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr, jusqu'à la clôture de la période de réception des dossiers.

A Bordeaux, le

07 AOÛT 2024

Le Directeur de l'offre de soins,


Samuel PRATMARTY

**Arrêté relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins
pour les activités et équipements matériels lourds
relevant du schéma régional de santé de la région Nouvelle-Aquitaine**

**(Période de dépôt des demandes d'autorisation
ou de renouvellement d'autorisation
du 1^{er} septembre au 31 octobre 2024)**

ANNEXE

Soins médicaux et de réadaptation

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 7 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 1 | 4 à 5 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| SMR pneumologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 ** | 0 à 1 ** | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 0 à 1 ** | 0 à 1 ** | oui | oui |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus</u> | | | | | non | non |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans</u> | | | | | non | non |

* fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour les mentions cardio-vasculaire, pneumologie, digestif et conduites addictives avec pour chaque mention un maximum d'une implantation sur tout le territoire

** fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour les mentions oncologie et onco-hématologie avec un maximum d'une seule implantation d'oncologie ou d'onco-hématologie sur tout le territoire

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 à 5 | 10 à 11 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 4 | 5 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 3 | 1 | 3 | 1 à 2 | non | oui |
| SMR système nerveux | 3 | 1 | 2 à 3 * | 1 à 2 * | non | oui |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 2 | | 1 à 2 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 ** | 0 à 1 ** | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA)</u> : mineurs de 4 ans et plus | | | | 1 | non | oui |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA)</u> : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | 1 | non | oui |

* fourchette de 2 à 3 en zone de recours et de 1 à 2 en zone de proximité pour la mention système nerveux, avec un maximum de 4 implantations sur tout le territoire
 ** fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour la mention oncologie avec un maximum d'une implantation sur tout le territoire

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 4 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 2 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 0 à 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | | | non | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | | non | non |

* fourchette de 0 à 1 pour la mention oncologie en zone de recours et zone de proximité avec un maximum d'une implantation sur tout le territoire

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|---|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 5 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 1 | 2 | oui | oui |
| SMR locomoteur | | 2 | | 2 | non | non |
| SMR système nerveux | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 0 à 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 | | oui | non |
| mention oncologie et hématologie | | | | | non | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus</u> | | | | | non | non |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans</u> | | | | | non | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 à 4 * | 10 à 11 * | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 à 3 ** | 8 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 2 | | 2 | | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 2 | | 2 | | non | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 1 | | oui | non |
| mention oncologie et hématologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | | | non | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | | non | non |

* fourchette de 3 à 4 en zone de recours et de 10 à 11 en zone de proximité pour la mention polyvalent avec un maximum de 14 implantations sur tout le territoire

** fourchette de 2 à 3, selon qu'il y aura ou non fusion d'établissements de SMR dans cette zone

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 17 à 19 | 11 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 8 à 9 | 6 à 7 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 6 | 2 | 4 à 6 | 2 à 3 | non | oui |
| SMR système nerveux | 4 | 2 | 4 | 2 à 3 | non | oui |
| SMR cardio-vasculaire | 6 | 2 | 5 à 6 | 2 | non | non |
| SMR pneumologie | 5 | 2 | 5 | 2 | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 4 | 1 | oui | oui |
| SMR brûlés | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR conduites addictives | 1 | 1 | 1 à 2 | 1 | oui | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 3 | 1 | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 2 | 1 | oui | oui |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA)</u> : mineurs de 4 ans et plus | | | 2 | | oui | non |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA)</u> : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | 2 | | oui | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 7 à 8 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 4 à 5 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 3 | 1 | 3 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 3 | | 3 | | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR pneumologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 0 à 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 0 à 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | 1 | | oui | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | 1 | | oui | non |

* fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour la mention oncologie avec un maximum d'une implantation sur tout le territoire

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 7 à 9 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 5 à 7 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 à 2 | | oui | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 1 | | oui | non |
| mention oncologie et hématologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA)</u> : mineurs de 4 ans et plus | | | | 1 à 2 * | non | oui |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA)</u> : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | | non | non |

* fourchette 1 à 2 en zone de proximité pour la mention pédiatrique - implantations destinées aux MECS

TERRITOIRE DE BERN ET SOULE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 4 à 5 | 2 à 4 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 2 à 3 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 1 | 1 | 1 | 1 | non | non |
| SMR système nerveux | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR pneumologie | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | 1 | 1 à 2 ** | oui | oui |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | 1 | | oui | non |

* fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour les mentions oncologie et onco-hématologie avec un maximum de 2 implantations d'oncologie ou d'onco-hématologie sur tout le territoire

** fourchette 1 à 2 en zone de proximité pour la mention pédiatrique - implantations destinées aux MECS

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | | 7 à 12 | non | oui |
| SMR gériatrique | | | | 4 à 5 | non | oui |
| SMR locomoteur | | 2 | | 2 | non | non |
| SMR système nerveux | | 4 | 0 à 1 * | 4 | oui | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | 2 | 1 | 2 | non | non |
| SMR pneumologie | | 5 | | 5 | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | | 2 | non | oui |
| SMR brûlés | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | | 1 | non | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | | 1 | non | oui |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| <u>mentions enfants et adolescents (EA)</u> : mineurs de 4 ans et plus | | | | | non | non |
| <u>mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA)</u> : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | | non | non |

* 1 implantation supplémentaire uniquement pour le déploiement des services de réadaptation post réanimation (SRPR)

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 1 | 7 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 1 | 5 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR système nerveux | 2 | 1 | 2 | 1 | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR pneumologie | 2 | | 1 à 2 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | | 1 | non | oui |
| SMR brûlés | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | 0 à 1 ** | | oui | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | | | non | non |

* fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour la mention oncologie avec un maximum d'une implantation sur tout le territoire

** fourchette 0 à 1 en zone de recours pour la mention pédiatrique - implantation destinée aux MECS

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 6 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 2 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 2 | | 2 | | non | non |
| SMR système nerveux | 2 | | 2 | | non | non |
| SMR cardio-vasculaire | | 1 | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | non |
| SMR pneumologie | | 1 | 0 à 1 * | 0 à 1 * | oui | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 2 | | oui | non |
| SMR brûlés | | | | | non | non |
| SMR conduites addictives | | 1 | | 1 | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 1 | | oui | non |
| mention oncologie et hématologie | | | 1 | | oui | non |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | 1 | | oui | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | 1 | | oui | non |

* fourchette de 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour les mentions cardio-vasculaire et pneumologie, avec un maximum d'une implantation pour chaque mention sur tout le territoire

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Modalités - Mentions | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|--|---|--------------------------------|--|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité | Zone territoriale de recours | Zone territoriale de proximité |
| SMR polyvalent | | | 3 | 5 à 7 | oui | oui |
| SMR gériatrique | | | 2 | 3 | oui | oui |
| SMR locomoteur | 3 | | 3 | | non | non |
| SMR système nerveux | 3 | | 3 à 4 * | | oui | non |
| SMR cardio-vasculaire | 1 | | 0 à 1 ** | 0 à 1 ** | non | oui |
| SMR pneumologie | 2 | | 2 | | non | non |
| SMR système digestif, endocrinologie, diabétologie, nutrition (E2DN) | | | 1 | 2 | oui | oui |
| SMR brûlés | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR conduites addictives | 1 | | 1 | | non | non |
| SMR cancer | | | | | | |
| mention oncologie | | | 0 à 1 *** | 0 à 1**** | oui | oui |
| mention oncologie et hématologie | | | 0 à 1 *** | 0 à 1**** | oui | oui |
| SMR pédiatrique | | | | | | |
| mentions enfants et adolescents (EA) : mineurs de 4 ans et plus | | | 1 | | oui | non |
| mentions jeunes enfants, enfants et adolescents (2EA) : mineurs y compris ceux de moins de 4 ans | | | 1 | | oui | non |

* fourchette de 3 à 4 en zone de recours pour la mention système nerveux, uniquement pour le déploiement des services de réadaptation post réanimation (SRPR)

** fourchette 0 à 1 en zone de recours et en zone de proximité pour la mention cardio-vasculaire avec un maximum d'une implantation sur tout le territoire

*** fourchette de 0 à 1 en zone de recours avec un maximum d'une implantation d'oncologie ou d'onco-hématologie sur cette zone

**** fourchette de 0 à 1 en zone de proximité avec un maximum d'une implantation d'oncologie ou d'onco-hématologie sur cette zone

Soins de longue durée

TERRITOIRE DE LA CHARENTE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 6 | 6 | non |

TERRITOIRE DE LA CHARENTE-MARITIME

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 4 | 4 | non |

TERRITOIRE DE LA CORREZE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 6 | 6 | non |

TERRITOIRE DE LA CREUSE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 5 | 5 | non |

TERRITOIRE DE LA DORDOGNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 5 | 5 | non |

TERRITOIRE DE LA GIRONDE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 5 | 5 | non |

TERRITOIRE DES LANDES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 5 | 5 | non |

TERRITOIRE DU LOT-ET-GARONNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 4 | 4 | non |

TERRITOIRE NAVARRE-COTE-BASQUE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE BERN ET SOULE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 4 | 4 | Non |

TERRITOIRE DES DEUX-SEVRES

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 4 | 4 | non |

TERRITOIRE DE LA VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 5 | 5 | non |

TERRITOIRE DE LA HAUTE-VIENNE

| Activité – Modalité | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au Schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--------------------------|---|--|-------------------------------------|
| Hospitalisation complète | 7 | 7 | non |

Greffes d'organes et greffes de cellules hématopoïétiques

TERRITOIRE NORD EX-AQUITAINE (24 - 33 - 47)

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Greffes de rein - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de rein - enfants | 1 | 1 | non |
| Greffes rein-pancréas - adultes | | 0 à 1 | oui |
| Greffes rein-pancréas - enfants | | | non |
| Greffes pancréas – adultes | | 0 à 1 | oui |
| Greffes pancréas – enfants | | | non |
| Greffes intestin – adultes | | | non |
| Greffes intestin - enfants | | | non |
| Greffes de foie - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de foie - enfants | 1 | 1 | non |
| Greffes de cœur - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de cœur - enfants | 1 | 1 | non |
| Greffes de poumon - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de poumon - enfants | 1 | 1 | non |
| Greffes cœur-poumon - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes cœur-poumon - enfants | | | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - adultes | 1 | 1 | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - enfants | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE SUD EX-AQUITAINE (40 - 64)

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Greffes de rein - adultes | | | non |
| Greffes de rein - enfants | | | non |
| Greffes rein-pancréas - adultes | | | non |
| Greffes rein-pancréas - enfants | | | non |
| Greffes pancréas – adultes | | | non |
| Greffes pancréas – enfants | | | non |
| Greffes intestin – adultes | | | non |
| Greffes intestin - enfants | | | non |
| Greffes de foie - adultes | | | non |
| Greffes de foie - enfants | | | non |
| Greffes de cœur - adultes | | | non |
| Greffes de cœur - enfants | | | non |
| Greffes de poumon - adultes | | | non |
| Greffes de poumon - enfants | | | non |
| Greffes cœur-poumon - adultes | | | non |
| Greffes cœur-poumon - enfants | | | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - adultes | | | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - enfants | | | non |

TERRITOIRE EX-LIMOUSIN

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Greffes de rein - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de rein - enfants | | | non |
| Greffes rein-pancréas - adultes | | | non |
| Greffes rein-pancréas - enfants | | | non |
| Greffes pancréas – adultes | | | non |
| Greffes pancréas – enfants | | | non |
| Greffes intestin – adultes | | | non |
| Greffes intestin - enfants | | | non |
| Greffes de foie - adultes | | | non |
| Greffes de foie - enfants | | | non |
| Greffes de cœur - adultes | | | non |
| Greffes de cœur - enfants | | | non |
| Greffes de poumon - adultes | | | non |
| Greffes de poumon - enfants | | | non |
| Greffes cœur-poumon - adultes | | | non |
| Greffes cœur-poumon - enfants | | | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - adultes | 1 | 1 | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - enfants | | | non |

TERRITOIRE EX-POITOU-CHARENTES

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Greffes de rein - adultes | 1 | 1 | non |
| Greffes de rein - enfants | | | non |
| Greffes rein-pancréas - adultes | | 0 à 1 | oui |
| Greffes rein-pancréas - enfants | | | |
| Greffes pancréas – adultes | | 0 à 1 | oui |
| Greffes pancréas – enfants | | | non |
| Greffes intestin – adultes | | | non |
| Greffes intestin - enfants | | | non |
| Greffes de foie - adultes | | | non |
| Greffes de foie - enfants | | | non |
| Greffes de cœur - adultes | | | non |
| Greffes de cœur - enfants | | | non |
| Greffes de poumon - adultes | | | non |
| Greffes de poumon - enfants | | | non |
| Greffes cœur-poumon - adultes | | | non |
| Greffes cœur-poumon - enfants | | | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - adultes | 1 | 1 | non |
| Allogreffes de cellules souches hématopoïétiques - enfants | | | non |

Traitement des grands brûlés

TERRITOIRE NOUVELLE-AQUITAINE

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Traitement des grands brûlés - adultes | 1 | 1 | non |
| Traitement des grands brûlés - enfants | 1 | 1 | non |

Activités biologiques de diagnostic prénatal

TERRITOIRE NORD EX-AQUITAINE (24 – 33 - 47)

| Activités - Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|---|--|-------------------------------------|
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 2 | 2 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel - DPNI | 1 | 1 | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE SUD EX-AQUITAINE (40 – 64)

| Activités - Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|---|--|-------------------------------------|
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 3 | 3 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel - DPNI | | | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | | | non |
| Examens de génétique moléculaire | | | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | | | non |

TERRITOIRE EX-LIMOUSIN

| Activités - Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|---|--|-------------------------------------|
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel - DPNI | 1 | 1 | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

TERRITOIRE EX-POITOU-CHARENTES

| Activités - Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|---|---|--|-------------------------------------|
| Examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique portant sur l'ADN fœtal libre circulant dans le sang maternel - DPNI | 1 | 1 | non |
| Examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique | 1 | 1 | non |
| Examens de génétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Examens en vue du diagnostic de maladies infectieuses | 1 | 1 | non |

Examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou identification d'une personne par empreintes génétiques à des fins médicales

TERRITOIRE NORD EX-AQUITAINE (24 - 33 - 47)

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE SUD EX-AQUITAINE (40 – 64)

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | | | non |
| Analyses de génétique moléculaire | | | non |

TERRITOIRE EX-LIMOUSIN

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

TERRITOIRE EX-POITOU-CHARENTES

| Modalités | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | Recevabilité d'une nouvelle demande |
|--|---|--|-------------------------------------|
| Analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire | 1 | 1 | non |
| Analyses de génétique moléculaire | 2 | 2 | non |

Equipements Matériels Lourds : caissons hyperbares et cyclotrons à utilisation médicale

TERRITOIRE NOUVELLE-AQUITAINE

| Equipements matériels lourds | Nombre de sites autorisés au 15 août 2024 | | Nombre de sites prévus au schéma régional de santé | | Recevabilité d'une nouvelle demande | |
|------------------------------|---|--------------------|--|--------------------|-------------------------------------|--------------------|
| | Nombre de sites | Nombre d'appareils | Nombre de sites | Nombre d'appareils | Nombre de sites | Nombre d'appareils |
| Caisson Hyperbare | 1 | 1 | | | non | non |
| Cyclotron | | | 1 | 1 | oui | oui |

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2024-08-06-00004

Déc 2024 321 portant autorisation de
remplacement d'une IRM, sur le site de la
clinique Saint-Augustin, délivrée à la SAS IRM
Saint-Augustin,

Décision n° 2024-321
*Portant autorisation de remplacement
d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique
nucléaire à utilisation clinique (IRM) 1,5 tesla,
sur le site de la clinique Saint-Augustin à Bordeaux,*

délivrée à la SAS IRM Saint-Augustin (33)

Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6122-1 à L. 6122-21, et R. 6122-23 à D. 6122-44-1 relatifs aux autorisations, et son article D. 1432-38 relatif aux missions de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU le code de la sécurité sociale,

VU la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels, et notamment son article 9,

VU l'ordonnance n°2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds, et notamment son article 3 IV,

VU le décret n° 2021-974 du 22 juillet 2021 relatif au régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU le décret n° 2024-268 du 25 mars 2024 relatif à la simplification de la mise en œuvre de la réforme des autorisations d'activités de soins,

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Benoît Elleboode en qualité de directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 25 octobre 2023, portant délimitation des zones du schéma régional de santé de Nouvelle-Aquitaine donnant lieu à la répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 30 octobre 2023, portant révision du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU le Schéma régional de santé (SRS) 2023-2028, faisant partie du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU la décision du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 28 juin 2024, portant délégation permanente de signature, publiée le 4 juillet 2024 au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine (n°R75-2024-123),

VU la décision du directeur général de l'ARS Poitou-Charentes en date du 21 avril 2017, portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) de 1,5 tesla, avec changement d'appareil, sur le site de la clinique Saint-Augustin, délivrée à la SAS IRM Saint-Augustin,

VU la demande présentée par le représentant légal de la société par actions simplifiée (SAS) IRM Saint-Augustin, 114 avenue d'Arès, 33000 Bordeaux, en vue d'obtenir l'autorisation de remplacer l'appareil précité,

VU le dossier transmis à l'appui de cette demande,

CONSIDERANT que la demande vise au remplacement d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique (IRM) 1,5 tesla, par un équipement identique à celui installé actuellement, mais répondant aux dernières évolutions technologiques,

CONSIDERANT qu'elle répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé,

CONSIDERANT qu'elle est compatible avec les objectifs du schéma régional de santé, notamment :

- la prise en charge des patients hospitalisés,
- l'accessibilité des équipements aux personnes obèses, et aux personnes en situation de handicap,

CONSIDERANT qu'elle satisfait aux conditions d'implantation et aux conditions techniques de fonctionnement fixées par la réglementation,

CONSIDERANT que, s'agissant du remplacement d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique (IRM) 1,5 tesla par un nouvel appareil de ce type, elle est sans incidence sur le bilan quantitatif de l'offre de soins en nombre d'implantations et en nombre d'appareils,

CONSIDERANT que le demandeur s'engage à respecter les conditions d'implantation des activités de soins et des équipements matériels lourds ainsi que les conditions techniques de fonctionnement fixées en application des articles L. 6123-1 et L. 6124-1 du code de la santé publique, et à maintenir les autres caractéristiques du projet après l'autorisation ou le renouvellement de celle-ci,

DECIDE

ARTICLE 1er – L'autorisation prévue à l'article L 6122-1 du code de la santé publique est accordée à la société par actions simplifiée (SAS) IRM Saint-Augustin, 114 avenue d'Arès, 33000 Bordeaux, en vue du remplacement d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique (IRM) de 1,5 tesla, sur le site de la clinique Saint-Augustin à Bordeaux.

n° FINESS entité juridique : 33 002 953 9

n° FINESS établissement : 33 006 046 8

ARTICLE 2 – L'autorisation donnée à l'article 1^{er} est réputée caduque si l'opération n'a pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de la notification de la présente décision et n'est pas achevée dans un délai de quatre ans après cette notification.

ARTICLE 3 – La mise en service du nouvel appareil devra être déclarée sans délai au directeur général de l'ARS, conformément aux articles R. 6122-37 et D. 6122-38 du code de la santé publique.

ARTICLE 4 - La présente décision ne modifie pas la durée de validité de l'autorisation initiale d'exploiter un appareil d'imagerie par résonance magnétique nucléaire à utilisation clinique (IRM) 1,5 tesla.
En application de l'article 3 IV de l'ordonnance n°2021-583 du 12 mai 2021, cette autorisation vaut jusqu'à l'intervention d'une décision du directeur général de l'ARS sur une nouvelle demande d'autorisation, déposée à compter de l'entrée en vigueur des décrets pris en application des articles L. 6123-1 et L. 6124-1 du code de la santé publique, dans le cadre de la réforme des régimes d'autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds.

ARTICLE 5 – Conformément à l'article L. 6122-4 du code de la santé publique, le directeur général de l'ARS peut décider qu'il sera fait une visite de conformité dans les six mois suivant la mise en œuvre des activités de soins ou des structures de soins alternatives à l'hospitalisation ou la mise en service de l'équipement matériel lourd. Dans cette hypothèse, il notifie sa décision au titulaire de l'autorisation dans le mois suivant la réception de la déclaration de commencement d'activité. A défaut de notification dans ce délai, le directeur général de l'ARS est réputé renoncer à diligenter cette visite.

ARTICLE 6 – La présente autorisation vaut de plein droit autorisation de fonctionner et de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux par application de l'article L.162-21 du code de la sécurité sociale.

ARTICLE 7 - L'autorisation de remplacement d'appareil est subordonnée à la mise hors service de l'ancien équipement.

ARTICLE 8 - L'autorisation de remplacement d'un équipement matériel lourd accordée est valable exclusivement pour un appareil dont les caractéristiques et l'implantation sont strictement conformes au projet prévu au dossier. Toute modification portant soit sur l'appareil, soit sur les conditions d'exploitation, sera subordonnée à la délivrance d'une nouvelle décision.

ARTICLE 9 – Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé dans les deux mois de sa notification, devant la Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision. (Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 10 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine, conformément à l'article R. 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Bordeaux, le 06 AOUT 2024


La Directrice adjointe de l'offre de soins,
Atika RIDA-CHAFI

La Directrice adjointe de l'offre de soins

MIKA RIGA-CHARI

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2024-08-07-00001

Dec2024-304 portant confirmation, suite à cession, de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer selon la modalité : radiothérapie externe, détenue par la SCM Béarn-Bigorre, sur le site du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées (GROP), au profit de la SAS GROP

Décision n° 2024-304

*portant confirmation suite à cession
de l'autorisation d'exercer l'activité de soins
de traitement du cancer selon la modalité :
radiothérapie externe,
détenue par la SCM Béarn-Bigorre,
sur le site du Groupe de radiothérapie
et d'oncologie des Pyrénées, à Pau,
au profit de la SAS GROUPE (64)*

*et portant reconnaissance du Groupe
de radiothérapie et d'oncologie des Pyrénées
comme établissement de santé privé*

Le Directeur général de l'Agence
régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6122-1 à L. 6122-21, et R. 6122-23 à R. 6122-44 relatifs aux autorisations, et son article D. 1432-38 relatif aux missions de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

VU le code de la sécurité sociale,

VU l'ordonnance n°2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds, et notamment son article 3 IV relatif à la durée de validité des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU le décret n° 2021-974 du 22 juillet 2021 relatif au régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds

VU le décret du 7 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Benoit ELLEBOODE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 25 octobre 2023, portant délimitation des zones du schéma régional de santé de Nouvelle-Aquitaine donnant lieu à répartition des activités de soins et des équipements matériels lourds,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 30 octobre 2023, portant révision du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU le Schéma régional de santé (SRS) 2023-2028, faisant partie du Projet régional de santé Nouvelle-Aquitaine 2018-2028,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 12 février 2024, portant fixation pour l'année 2024 des périodes de dépôt des demandes d'autorisation et des demandes de renouvellement d'autorisation présentées au titre de l'article R. 6122-27 du code de la santé publique,

VU l'arrêté du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine du 15 mai 2024, relatif aux bilans quantitatifs de l'offre de soins pour les activités de soins suivantes :

- traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extrarénale,
- traitement du cancer,

VU la décision du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 28 juin 2024, portant délégation permanente de signature, publiée le 4 juillet 2024 au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine (n° R75-2024-123),

VU le renouvellement tacite à compter du 6 novembre 2019, notifié le 15 avril 2019 par le directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, de l'autorisation donnée à la société civile de moyens (SCM) Béarn Bigorre, pour exercer l'activité de soins de traitement du cancer, selon la modalité : radiothérapie externe, sur le site du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées,

VU la demande présentée par le représentant légal de la société par actions simplifiée (SAS) GROUPE en vue d'obtenir :

- la confirmation, suite à cession, de l'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer selon la modalité : radiothérapie externe, sur le site du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées, détenue par la SCM Béarn-Bigorre,
- et la reconnaissance de la qualité d'établissement de santé privé pour le Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées,

VU le dossier transmis à l'appui de cette demande,

VU l'acte de cession du 12 mars 2024 de l'autorisation précitée, détenue par la SCM Béarn-Bigorre, au profit de la SAS GROUPE,

VU l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie du 5 juillet 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de la réforme des autorisations des activités de soins, la direction générale de l'offre de soins (DGOS) du ministère chargé de la Santé a rappelé que les professionnels qui exercent leur activité grâce aux moyens mis en commun via des sociétés civiles de moyens (SCM), des groupements d'intérêt économique (GIE), ou des groupements de coopération sanitaire (GCS) de moyens, devront, s'ils souhaitent poursuivre leur activité, se regrouper sous une nouvelle forme de structure juridique habilitée à détenir une autorisation d'activité de soins,

CONSIDERANT que dès lors, afin d'améliorer l'efficacité de son fonctionnement interne, et compte-tenu de la spécificité de l'activité exercée, les associés de la SCM Béarn-Bigorre ont décidé de constituer une société par actions simplifiée, la SAS GROUPE, ayant pour objet l'exploitation de l'activité de soins de traitement du cancer,

CONSIDERANT que la SAS GROUPE a en conséquence déposé une demande de confirmation à son profit, suite à cession, de l'autorisation de soins de traitement du cancer actuellement détenue par la SCM Béarn-Bigorre,

CONSIDERANT qu'elle sollicite également la reconnaissance de la qualité d'établissement de santé privé pour le Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées,

CONSIDERANT que ce nouveau statut permettra au Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées d'entrer dans le champ de la certification prévue à l'article L. 6113-3 du code de la santé publique et, ainsi, de renforcer la qualité, la sécurité des soins et la politique de gestion des risques,

CONSIDERANT qu'il conduira l'établissement à mettre en place une conférence médicale d'établissement qui contribuera à la définition de sa politique médicale et à l'élaboration d'une politique d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins, et une commission des usagers, chargée de veiller au respect des droits des usagers,

CONSIDERANT qu'il lui permettra également de signer un contrat d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins, concourant au développement de la qualité, de la sécurité et de la pertinence des soins,

CONSIDERANT qu'il favorisera l'identification du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées par les autres acteurs de santé du territoire,

CONSIDERANT que la demande répond aux besoins de santé de la population identifiés par le schéma régional de santé, et qu'elle est compatible avec les objectifs de ce schéma,

CONSIDERANT qu'elle est sans incidence sur le bilan quantitatif de l'offre de soins en nombre d'implantations,

CONSIDERANT que la SAS GROUPE s'engage à maintenir les conditions techniques de fonctionnement mises en place pour l'exploitation de l'autorisation cédée par la SCM Béarn-Bigorre,

CONSIDERANT qu'elle demande que la décision prenne effet au 1^{er} janvier 2025,

DECIDE

ARTICLE PREMIER – L'autorisation d'exercer l'activité de soins de traitement du cancer par radiothérapie, sur le site du Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées, 57 rue Aristide Briand, 64000 Pau, détenue par la société civile de moyens (SCM) Béarn-Bigorre, est confirmée, suite à cession, au profit de la société par actions simplifiée (SAS) GROUPE, 57 rue Aristide Briand, 64000 Pau.

n° FINESS entité juridique : en cours d'immatriculation

n° FINESS établissement : 64 000 539 3

ARTICLE 2 – Le Groupe de Radiothérapie et d'Oncologie des Pyrénées est reconnu comme établissement de santé privé.

ARTICLE 3 – La présente décision prendra effet au 1^{er} janvier 2025.

ARTICLE 4 – La présente décision ne modifie pas la durée de validité de l'autorisation initiale.

ARTICLE 5 - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé dans les deux mois de sa notification, devant la Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision. (Ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 6 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine conformément à l'article R. 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Bordeaux, le **07 AOUT 2024**



DIRM SA

R75-2024-08-05-00004

AP algues rouge sign(6)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Sud-Atlantique**

Arrêté du 5 août 2024

n° 321 rendant obligatoire la délibération n° 2024-B12 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Nouvelle-Aquitaine du 18 juillet 2024

Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU l'arrêté ministériel du 26 avril 2024 portant attribution de fonctions par intérim du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique au profit de M. Christophe MERIT, à compter du 1er mai 2024 ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 mai 2024 portant délégation de signature, en matière d'administration générale, à M. Christophe MERIT, directeur interrégional par intérim de la mer Sud Atlantique ;

VU l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 14 juin 2024 portant délégation et subdélégation de signature, en matière d'administration générale, du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique par intérim ;

SUR PROPOSITION du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique par intérim

ARRÊTE

Article premier : La délibération n° 2024-B12 du 18 juillet 2024 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Nouvelle-Aquitaine fixant le contingent de la licence de pêche « algues rouges » pour la campagne 2024-2025 est rendue obligatoire.

Article 2 : Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

La Rochelle, le 5 août 2024

Pour le préfet et par subdélégation,
la cheffe de la délégation de La Rochelle,

Isabelle
LACROIX
isabelle.l
acroix

Signature
numérique de
Isabelle
LACROIX
isabelle.lacroix
Date :
2024.08.05
16:07:43 +02'00'



DELIBERATION

N° 2024 – B12

FIXANT LE CONTINGENT DE LA LICENCE DE PECHE « ALGUES ROUGES » POUR LA CAMPAGNE 2024-2025

- Vu** les articles L. 912-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le règlement intérieur du CRP MEM Nouvelle-Aquitaine ;
- Vu** la délibération n° 2016-18 du 14 octobre 2016 du CRP MEM Aquitaine relative à la création et fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche des algues rouges ;

Sur avis du Conseil du CIDP MEM Pyrénées-Atlantiques – Landes,

Le Bureau du CRP MEM Nouvelle-Aquitaine adopte les dispositions suivantes :

Article 1^{er} – contingent de licences « algues rouges »

Conformément à l'article 5 de la délibération n° 2016-18 susvisée, le contingent de licences est fixé à 20 pour la campagne 2024-2025.

Article 2 –

La licence ne peut être attribuée qu'à un seul navire par armement.

Bordeaux, le 18 juillet 2024

**Le Président du CRP MEM Nouvelle-Aquitaine,
Serge LARZABAL**

MISSION NATIONALE DE CONTRÔLE antenne
de Bordeaux

R75-2024-08-07-00002

Arrêté modificatif portant modification de la
composition du conseil de la CPAM de la
Gironde



MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ n°99 / 2024

portant modification de la composition du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 211-2, R. 211-1, R. 121-5 à R. 121-7, et D. 231-1 à D. 231-4 ;

Vu l'arrêté ministériel n°56/2022 du 16 avril 2022 portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde modifié les 9 mai 2022, 6 février 2023, 2 mai 2023, 5 septembre 2023, 13 décembre 2023, 17 avril 2024, 19 juin 2024 et 2 juillet 2024 ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Hubert VERDIER, chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale ;

Vu la proposition du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ;

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté ministériel n°56/2022 du 16 avril 2022 portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde est modifié comme suit :

En application de l'arrêté du 17 avril 2024 modifiant l'arrêté du 7 décembre 2021 relatif à la répartition des sièges des représentants des assurés sociaux et des employeurs au sein des organismes de sécurité sociale du régime général ;

Dans la liste des représentants des employeurs désignés au titre du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) sont nommées :

- **Madame Isabelle JAMET** en tant que titulaire sur siège vacant,
- **Madame Adeline DA SILVA** en tant que suppléante sur siège vacant.

Article 2

Le Chef de l'antenne de Bordeaux de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la région.

Fait à Bordeaux, le 7 août 2024

La ministre du travail, de la santé et des solidarités,
Pour la ministre et par délégation ;

Le Chef d'antenne de Bordeaux
de la Mission Nationale de Contrôle et d'Audit des
organismes de sécurité sociale

Hubert VERDIER